

Nations Unies
**ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE**
TRENTE-TROISIÈME SESSION



93^e
SÉANCE PLÉNIÈRE

Mercredi 24 janvier 1979,
à 11 h 25

Documents officiels

NEW YORK

SOMMAIRE

Page

Point 108 de l'ordre du jour :

Barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses
de l'Organisation des Nations Unies : rapport du
Comité des contributions (*suite*) 1715

Organisation des travaux 1715

Point 32 de l'ordre du jour :

Politique d'*apartheid* du Gouvernement sud-africain
(*suite*) :

- a) Rapport du Comité spécial contre l'*apartheid*;
- b) Rapport du Comité spécial pour l'élaboration
d'une convention internationale contre l'*apartheid*
dans les sports;
- c) Rapport du Secrétaire général 1715

Président : M. Indalecio LIÉVANO (Colombie).

POINT 108 DE L'ORDRE DU JOUR

Barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses de
l'Organisation des Nations Unies : rapport du Comité des
contributions (*suite*)

1. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'espagnol*) : Avant
d'aborder notre ordre du jour pour ce matin, je voudrais
attirer l'attention de l'Assemblée sur le document
A/33/551/Add.1, contenant une lettre en date du 15
janvier 1979, que m'adresse le Secrétaire général et qui
informe l'Assemblée que Haïti a procédé aux paiements
nécessaires pour ramener son arriéré en deçà du montant
spécifié par l'Article 19 de la Charte.

Organisation des travaux

2. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'espagnol*) : Je
voudrais maintenant attirer l'attention de l'Assemblée sur
une vacance qui s'est produite de façon inattendue au sein
du Comité consultatif pour les questions administratives et
budgétaires à la suite de la démission de l'un de ses
membres.

3. Encore que le point 109 de l'ordre du jour ne figure
pas à l'ordre du jour pour la reprise de la session, puis-je
considérer que l'Assemblée générale ne voit pas d'objection
à examiner l'alinéa a du point 109 au cours de sa séance
plénière de cet après-midi ?

Il en est ainsi décidé.

POINT 32 DE L'ORDRE DU JOUR

Politique d'*apartheid* du Gouvernement sud-africain
(*suite**) :

- a) Rapport du Comité spécial contre l'*apartheid*;
- b) Rapport du Comité spécial pour l'élaboration d'une
convention internationale contre l'*apartheid* dans les
sports;
- c) Rapport du Secrétaire général

4. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'espagnol*) : L'As-
semblée générale va maintenant reprendre l'examen du
point 32 de l'ordre du jour. Les représentants savent que
l'Assemblée générale a terminé la discussion de ce point lors
de sa 60^e séance plénière, le 27 novembre 1978.

5. Le rapport de la Commission politique spéciale sur
l'audition de diverses organisations figure dans le document
A/33/453. Puis-je considérer que l'Assemblée prend note de
ce rapport ?

Il en est ainsi décidé (décision 33/446).

6. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'espagnol*) : L'As-
semblée est saisie des projets de résolution A/33/L.10 et
A/33/L.19 à A/33/L.32, pour chacun desquels un additif a
été publié.

7. Je donne la parole au représentant de la République-
Unie de Tanzanie pour présenter le projet de résolution
A/33/L.31 et Add.1.

8. M. CHALE (République-Unie de Tanzanie) [*inter-
prétation de l'anglais*] : J'ai le plaisir et l'honneur de
présenter, à la demande des auteurs, le projet de résolution
A/33/L.31 et Add.1, intitulé "L'*apartheid* dans les sports".
Ce projet de résolution est fondé sur la recommandation
contenue dans le rapport du Comité spécial pour l'éla-
boration d'une convention internationale contre l'*apartheid*
dans les sports [A/33/36].

9. Le projet de résolution comporte quatre alinéas au
préambule et quatre paragraphes au dispositif. Dans les
alinéas du préambule, le projet se réfère à la résolution
31/6 F du 9 novembre 1976 et à la résolution 32/105 M du
14 décembre 1977. Les membres se rappelleront que la
résolution 31/6 F demandait au Comité spécial de préparer
un projet de déclaration contre l'*apartheid* dans les sports et
de prendre des mesures préparatoires en vue de l'éla-
boration d'une convention internationale contre l'*apartheid*
dans les sports. Dans la résolution 32/105 M, l'Assemblée
générale a adopté et a proclamé la Déclaration inter-

* Reprise des débats de la 72^e séance.

nationale contre l'*apartheid* dans les sports et a demandé au Comité spécial d'élaborer une convention internationale contre l'*apartheid* dans les sports pour la présenter à l'Assemblée générale. Ce projet de résolution réaffirme donc qu'il est important de prendre des mesures efficaces pour faire cesser entièrement tout échange sportif avec l'Afrique du Sud et qu'il est nécessaire de mettre au point au plus tôt une convention internationale contre l'*apartheid* dans les sports. En tant que président du Comité spécial, je suis heureux d'informer l'Assemblée que le Comité, ainsi qu'il le dit dans son rapport, a réalisé, au cours de l'année passée, des progrès importants dans la préparation d'un projet de convention. Dans son dispositif, le projet de résolution demande au Comité spécial de poursuivre ses travaux, en vue d'achever un projet de convention qui doit être soumis cette année à l'Assemblée générale, le Comité spécial étant autorisé à avoir des consultations avec les organisations et les experts intéressés par la question. Entre-temps, on lancerait un appel à tous les Etats pour mettre en œuvre la Déclaration internationale contre l'*apartheid* dans les sports, adoptée par l'Assemblée générale en 1977.

10. Ce projet de résolution est simple et direct et les auteurs et moi-même espérons qu'il sera adopté à l'unanimité.

11. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'espagnol*) : Je donne la parole au représentant de Sri Lanka, qui va présenter le projet de résolution A/33/L.29 et Add.1.

12. M. JOSEPH (Sri Lanka) [*interprétation de l'anglais*] : Au nom des auteurs, j'ai le plaisir de présenter à l'Assemblée le projet de résolution A/33/L.29 et Add.1, intitulé "Situation en Afrique du Sud".

13. La Rhodésie et la Namibie sont les zones tampons qui protègent l'Afrique du Sud et cette dernière est le principal soutien des régimes de Rhodésie et de Namibie.

14. Le projet de résolution A/33/L.29 compte beaucoup d'auteurs et résume, en un sens, plusieurs autres résolutions complémentaires. Ce projet traduit la responsabilité spéciale de l'Organisation des Nations Unies et l'obligation de la communauté internationale à l'égard de la population d'Afrique du Sud — avec toutes les victimes de l'oppression, de l'emprisonnement et de la torture qu'elle compte — et à l'égard de ses combattants de la liberté.

15. Ces dernières années, l'Assemblée générale a adopté plusieurs résolutions condamnant cette politique. Et pourtant, le régime sud-africain poursuit sa politique de répression brutale et inhumaine et demande néanmoins, avec une logique toute particulière qui lui est propre, aux pays occidentaux de croire que, ce faisant, le régime protège la démocratie et la civilisation chrétienne. Par ses crimes contre l'humanité, crimes prouvés, le régime sud-africain ternit d'une manière diabolique toutes les valeurs que chérissent et respectent tous les peuples civilisés du monde entier.

16. Dans le dispositif du projet de résolution, l'Assemblée générale condamne vigoureusement le régime sud-africain, pour sa politique et ses actions criminelles, et proclame son plein appui au mouvement de libération nationale de l'Afrique du Sud dans sa lutte légitime. Elle réaffirme la

légitimité de la lutte que mènent le peuple opprimé d'Afrique du Sud et son mouvement de libération nationale — par tous les moyens possibles et appropriés, y compris la lutte armée — pour prendre le pouvoir et le donner au peuple et permettre l'exercice plein et entier de ses droits politiques, pour mettre fin au régime d'*apartheid* et assurer l'exercice du droit à l'autodétermination par le peuple d'Afrique du Sud dans son ensemble. Certains pays sensibles seront peut-être choqués au point de s'abstenir, parce qu'il est question de lutte armée; mais qu'ils se rappellent que le régime d'*apartheid* a recours aux tortures physiques, à l'emprisonnement, aux assassinats et aux massacres et que l'on ne saurait s'y opposer par des pétitions et des appels à la justice, chose rigoureusement inconnue de ce régime.

17. Le projet de résolution tout entier est parfaitement équilibré; comme l'indique son dispositif, il s'agit fondamentalement d'un appel très raisonné à la communauté internationale, pour qu'elle prenne des mesures effectives contre l'*apartheid*, système qu'à peu près tous les Etats Membres de l'Organisation ont condamné, et pour qu'elle s'abstienne de toute collaboration avec le régime raciste.

18. Je ne parlerai pas plus longuement, car d'autres projets de résolution doivent être présentés aussi. Mais, pour conclure, je voudrais appeler l'attention sur le dernier paragraphe du dispositif, dans lequel l'Assemblée prie instamment les gouvernements et les organisations d'accorder une attention particulière au sort des enfants opprimés par la politique inhumaine d'*apartheid*. Existe-t-il une condamnation plus impressionnante d'un système que de mettre en relief la façon dont il traite des enfants innocents? Peut-on lancer un appel plus poignant que ce rappel que, tant qu'existera le régime d'*apartheid*, de nombreux enfants d'Afrique du Sud n'atteindront jamais l'âge adulte?

19. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'espagnol*) : Je donne la parole au représentant de la Suède, qui va présenter le projet de résolution A/33/L.32 et Add.1.

20. M. THUNBORG (Suède) [*interprétation de l'anglais*] : Au nom des auteurs, ma délégation a l'honneur de présenter le projet de résolution A/33/L.32 et Add.1.

21. Au cours des deux dernières sessions, l'Assemblée générale a adopté à une écrasante majorité les résolutions 31/6 K et 32/105 O, respectivement, aux termes desquelles elle priait instamment le Conseil de sécurité d'envisager des mesures visant à mettre un terme à de nouveaux investissements étrangers en Afrique du Sud. Depuis lors, le Conseil de sécurité a de nouveau, alors qu'il était saisi de la question de l'Afrique du Sud, examiné la question des investissements en Afrique du Sud. Nous regrettons d'avoir à noter que, jusqu'à maintenant, le Conseil n'a pu cependant se mettre d'accord sur les mesures propres à mettre un terme à de nouveaux investissements étrangers.

22. Depuis que l'Assemblée générale a adopté cette résolution l'année dernière, les raisons d'agir dans ce sens ont gagné en force et en urgence. Un influx réduit de capitaux à des fins d'investissement et autres en Afrique du Sud serait un moyen efficace de faire pression sur le régime sud-africain, pour l'amener à modifier sa politique raciste et agressive. Entre autres, il serait plus difficile à ce pays de réaliser l'intensification ambitieuse et coûteuse de sa capa-

cité militaire et de ses réserves énergétiques, qui lui permettrait de résister aux pressions intérieures et extérieures. Les auteurs du projet estiment donc qu'il est urgent d'intensifier les efforts visant à tarir le flot des ressources vers l'Afrique du Sud en vue d'y être investies.

23. A cette fin, et pour que cette résolution portant sur de nouveaux investissements étrangers soit vraiment efficace, les auteurs ont également inclus dans le projet de résolution de cette année un élément relatif à la cessation de prêts financiers à l'Afrique du Sud. Comme les années précédentes, toutefois, les auteurs ont rédigé le dispositif du projet de résolution de manière à permettre au plus grand nombre possible de pays d'adopter une attitude positive à son égard.

24. Le projet de résolution que nous présentons maintenant devrait être compris comme l'un des éléments d'un large effort international, visant à mettre fin à la politique d'*apartheid*, et c'est dans cet esprit que nous le recommandons à l'Assemblée générale pour adoption.

25. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'espagnol*) : Je vais maintenant donner la parole aux représentants qui souhaitent expliquer leur vote avant le scrutin sur les projets de résolution dont est saisie l'Assemblée. Je tiens à rappeler que, aux termes de l'article 88 du règlement intérieur, le président ne peut pas autoriser l'auteur d'une proposition ou d'un amendement à expliquer son vote sur sa proposition ou sur son amendement.

26. M. BLUM (Israël) [*interprétation de l'anglais*] : Dans la déclaration que nous avons faite pendant le débat sur la politique d'*apartheid* du Gouvernement sud-africain [58e séance], j'avais dit que nous nous livrions non pas à un processus de délibération, mais à une incantation rituelle qui a fortement sapé l'objectif même du débat annuel sur l'*apartheid*. A cette occasion, j'ai également réaffirmé la position d'Israël sur l'*apartheid*, son rejet dépourvu de toute ambiguïté du racisme et de la discrimination raciale sous toutes formes et son rejet non moins catégorique de la politique spéieuse et malveillante qui consiste à mettre Israël sur la sellette. Maintes et maintes fois, nous avons fourni des statistiques internationales officielles, montrant que le commerce d'Israël avec l'Afrique du Sud représentait les deux cinquièmes de 1 p. 100 du commerce extérieur de l'Afrique du Sud, et nous avons demandé à voir les résolutions spéciales condamnant les pays qui représentent les 99,6 p. 100 restant de ce commerce. Nous avons dit et redit que nous nous conformions à la résolution 418 (1977) du Conseil de sécurité et nous avons réfuté les mensonges et les déformations spécifiques contenus dans le rapport spécial du Comité spécial contre l'*apartheid* [A/33/22/Add.2].

27. Tout cela sans résultat. Il ne faut pas que la réalité empiète sur un rite sacré. Si on ne nous avait pas présenté aujourd'hui une résolution spéciale condamnant Israël, cela serait revenu à avouer que cette politique, dans le passé, a été le fruit d'une erreur et était mal dirigée. Et c'est ainsi qu'on nous demande aujourd'hui de voter sur un ensemble réchauffé de mensonges malfaisants, qui sont devenus une source de gêne pour le prestige et la nature même de l'Organisation mondiale.

28. L'absurdité de cet exercice ne pourrait trouver de meilleure démonstration que dans l'accusation de "collaboration nucléaire" que l'on trouve dans la section III du rapport spécial du Comité spécial qui sert de base au projet de résolution A/33/L.21. Dans notre intervention, j'avais fait remarquer qu'à part le titre et la table des matières il n'y a pas la moindre trace de preuve de cette collaboration dans le rapport tout entier, pour la simple raison qu'elle n'existe pas. Apparemment gênés par cette révélation, les auteurs ont omis l'accusation portant sur la collaboration nucléaire dans le texte du projet de résolution A/33/L.21. Mais, comme je l'ai dit, même l'omission d'un seul mot menacerait la nature sacrée de la condamnation rituelle d'Israël, empiéterait sur la réalité, révélant ainsi la folie et le caractère trompeur des auteurs de cette campagne de haine. Les auteurs ont donc perfidement inséré l'accusation, absolument dépourvue de fondement, de collaboration nucléaire au paragraphe 2 du dispositif du projet de résolution A/33/L.24. Cette tactique sournoise ne trompe personne. Elle ne sert qu'à révéler les motifs et les méthodes des auteurs et à ébranler l'intégrité et la crédibilité de l'Organisation des Nations Unies dans son ensemble.

29. L'accusation portant sur la collaboration militaire est tout aussi spéieuse. En plus de la déclaration que j'avais moi-même faite à l'Assemblée [58e séance], je renvoie les membres aux engagements écrits d'Israël, en date du 7 décembre 1977¹, du 3 avril 1978² et, plus récemment, du 1er décembre 1978³, selon lesquels il se conformera à la résolution 418 (1977) du Conseil de sécurité. Les auteurs du projet de résolution A/33/L.21 n'ont pas fait cas de ces engagements officiels, contenus dans les documents des Nations Unies, et se sont fondés plutôt sur des déformations et des insinuations dépourvues de fondement contenues dans le rapport spécial. Donc, une fois de plus, je renvoie les membres de l'Assemblée au document S/AC.20/4, en date du 17 novembre 1978, qui réfute une accusation totalement dépourvue de fondement, basée sur un rapport de presse hypothétique, transmis sans indication de source ni de date. C'est sur des "preuves" de ce genre que repose le projet de résolution A/33/L.21.

30. Je ne vais pas répéter les chiffres concernant le commerce, parce qu'on peut les puiser dans des publications officielles internationales. Mais, s'il s'agit ici de "collaboration économique", efforçons-nous tout au moins d'appliquer les mêmes normes à tous les pays représentés ici et examinons alors la ventilation complète de toutes les formes de commerce, d'investissement, de tourisme, d'achats d'or et de fournitures de pétrole à l'Afrique du Sud. La plupart des pays représentés à l'Organisation mondiale, y compris un grand nombre des auteurs de ce projet de résolution hypocrite, pourraient alors se trouver être l'objectif de résolutions spéciales. En mettant Israël sur la sellette, toutefois, les auteurs préfèrent obscurcir la question, plutôt que la soumettre à enquête.

¹ Voir *Documents officiels du Conseil de sécurité, trente-deuxième année, Supplément d'octobre, novembre et décembre 1977*, document S/12475.

² *Ibid.*, trente-troisième année, *Supplément d'avril, mai et juin 1978*, document S/12475/Add.1.

³ *Ibid.*, *Supplément d'octobre, novembre et décembre 1978*, document S/12948.

31. La nécessité de répéter ces faits clairs et évidents est lassante. Il est grand temps que l'on procède à une évaluation sérieuse de ce rite, avant qu'il ne donne lieu à un choc en retour. Lorsque certains Etats s'entêtent à transformer un débat sur l'*apartheid* en un débat sur le Moyen-Orient, ils ne parviennent qu'à manifester leur dédain et leur manque d'intérêt à l'égard d'une question qui préoccupe de manière vitale l'Afrique et le monde entier. Comme le projet de résolution A/33/L.21 contient dans son préambule une contrevérité particulièrement gratuite, il est bon de se demander qui commet, en fait, un acte hostile contre l'Afrique; car le système de deux poids et deux mesures dont j'ai parlé a affaibli, en fait, la campagne internationale contre le racisme et la discrimination raciale.

32. Quant à la position d'Israël, elle n'aurait pu être mieux résumée que par notre ancien Premier Ministre, Mme Golda Meir, lorsqu'elle écrivait dans son autobiographie :

... Nous avons partagé avec les Africains non seulement le défi que représente la nécessité d'un développement rapide, mais également le souvenir de siècles de souffrances. L'oppression, la discrimination, l'esclavage ne sont pas simplement des slogans pour les Juifs ou pour les Africains. Ils ne se rapportent pas à des choses vécues il y a des centaines d'années, par des ancêtres à moitié oubliés, mais à des tourments et à des humiliations connus hier encore⁴.

Gold Meir est morte le mois dernier, mais "le lien de fraternité réelle et d'aspirations communes" existant entre Africains et Juifs, dont elle a si souvent parlé, vivra plus longtemps que le bois mort des mensonges et des calomnies accumulés par le Comité spécial et par l'Assemblée.

33. Comme Israël a été détaché, seul parmi tous les pays du monde, pour faire l'objet d'une condamnation spécifique dans une résolution spéciale, ma délégation ne participera pas au vote sur les questions présentées à l'Assemblée. Je demande que le compte rendu fasse dûment état de cette non-participation. Nous adoptons cette attitude, pour marquer combien nous avons en horreur cet avilissement cynique de la discussion tout entière. Cependant, pour ne laisser subsister aucun doute quant à notre position en matière d'*apartheid* et quant à notre position irrévocable sur le racisme et toutes ses formes, nous voterons en faveur du projet de résolution A/33/L.20, qui rend hommage à la mémoire des dirigeants et des grandes personnalités qui ont contribué de manière importante à la lutte des peuples opprimés.

34. M. CUEVA MEMBREÑO (Honduras) [*interprétation de l'espagnol*] : Le Gouvernement du Honduras a condamné maintes fois l'odieuse politique d'*apartheid* appliquée de façon cruelle et systématique par le Gouvernement sud-africain, politique qui nie les droits de l'homme les plus élémentaires et qui prive la population majoritaire de couleur de participer effectivement à la vie économique et institutionnelle de la nation.

35. Ma délégation votera donc en faveur de la majorité des projets de résolution dont nous sommes saisis, car nous partageons pleinement leurs objectifs. Nous voterons en faveur des projets de résolution relatifs respectivement à la collaboration militaire avec l'Afrique du Sud [A/33/L.30 et

Add.1] et à l'embargo sur le pétrole contre l'Afrique du Sud [A/33/L.22 et Add.1], car nous pensons qu'ils n'affectent pas la compétence que la Charte reconnaît, dans les deux cas, au Conseil de sécurité.

36. Notre délégation s'abstiendra lors du vote sur les projets de résolution A/33/L.21 et A/33/L.24, car elle estime inapproprié de mentionner et de condamner des pays qui entretiennent des relations d'amitié avec le Honduras. Elle s'abstiendra enfin sur les projets de résolution relatifs à la situation en Afrique du Sud [A/33/L.29 et Add.1] et à l'assistance au peuple opprimé d'Afrique du Sud et à son mouvement de libération [A/33/L.28 et Add.1], car elle ne partage ni le point de vue philosophique ni le langage contenus dans un certain nombre de paragraphes des dispositifs qui, à notre avis, semblent aller au-delà de ce qui est stipulé dans la Charte et dans d'autres instruments pertinents de droit international, rendant ainsi difficile une entente plus générale au sein de la communauté internationale et, partant, le changement urgent que nous voudrions voir intervenir en Afrique du Sud.

37. M. PFIRTER (Argentine) [*interprétation de l'espagnol*] : Nous nous abstiendrons sur le projet de résolution A/33/L.21, parce qu'il n'a pas de lien direct avec le point 32 de l'ordre du jour.

38. Nous appuierons les autres projets de résolution. Cet appui est conforme à la position traditionnelle de l'Argentine sur la question de l'*apartheid*. Cela dit, nous voudrions toutefois formuler quelques réserves.

39. La première réserve a trait au paragraphe 4 du dispositif du projet de résolution A/33/L.23. Il convient de faire observer que mon pays s'est abstenu lors du vote sur l'article 44 du Protocole additionnel I⁵ de la Convention de Genève de 1949 relative au traitement des prisonniers de guerre⁶; le Protocole lui-même est encore à l'étude par les autorités argentines.

40. En deuxième lieu, nous tenons à indiquer notre désaccord sur le fait de mentionner certains pays, comme cela se produit au paragraphe 2 du dispositif du projet de résolution A/33/L.24, car, ce faisant, on diminue le soutien de la résolution, et partant, son efficacité.

41. En troisième lieu, nous réservons notre position en ce qui concerne le paragraphe 1 du dispositif du projet de résolution A/33/L.25, par lequel l'Assemblée demande aux gouvernements d'adopter une série de mesures qui constitueraient de véritables sanctions. Il est évident que, pour que de telles mesures soient rendues obligatoires pour les gouvernements, il faut tout d'abord que le Conseil de sécurité adopte lui-même une résolution.

42. Nous tenons aussi à exprimer énergiquement notre réserve sur le paragraphe 3 du dispositif du projet de résolution A/33/L.29, qui légalise le recours à un moyen d'action que ne prévoit pas la Charte de notre organisation.

43. Enfin, nous réservons notre position en ce qui concerne l'alinéa c du paragraphe 2 du dispositif du projet

⁵ Voir document A/32/144, annexe I.

⁴ Voir Golda Meir, *My Life*, New York, G. P. Putnam's Sons, 1975, p. 320.

⁶ Voir Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 75, No 972, p. 135.

de résolution A/33/L.30, étant donné qu'il se réfère à une supposition qui n'implique pas obligatoirement l'existence d'une collaboration militaire avec l'Afrique du Sud.

44. M. FRANCIS (Nouvelle-Zélande) [*interprétation de l'anglais*] : Ma délégation a récemment pris la parole lors du débat général sur la question de l'*apartheid* [57e séance], pour exprimer sa ferme et inaltérable opposition au système d'*apartheid*. Nous l'avons fait, parce que nous pensons qu'il est important que la communauté internationale élève sa voix à l'unisson — comme elle l'a fait à la Conférence mondiale pour l'action contre l'*apartheid*, tenue à Lagos en 1977 — contre l'injustice, l'exploitation et la cruauté de l'*apartheid*. Nous avons indiqué que nous étions prêts à appuyer tout raffermissement des pressions internationales pour que soit abandonnée la politique d'*apartheid*, si la communauté internationale pouvait arriver à un consensus sur de nouvelles stratégies qui permettraient de réaliser une solution pacifique. Nous regrettons que certaines dispositions des projets de résolution qui nous sont soumis aujourd'hui ne soient pas assez bien équilibrées pour susciter un tel consensus.

45. Notamment, ma délégation ne peut pas appuyer les projets de résolution exigeant des mesures qui relèvent des fonctions et de la compétence du Conseil de sécurité. Nous pensons que c'est au Conseil qu'incombe la responsabilité d'évaluer les mesures obligatoires à prendre et de tenir compte des conséquences que pourraient avoir de telles mesures, notamment de leur effet éventuel sur d'autres Etats de la région. Nous nous sentons donc obligés de nous abstenir lors du vote sur les projets de résolution A/33/L.22, A/33/L.25 et A/33/L.30. Je voudrais toutefois répéter que le Gouvernement néo-zélandais est prêt à mettre en œuvre les mesures dont pourrait convenir le Conseil, y compris les sanctions économiques.

46. En ce qui concerne le projet de résolution A/33/L.24 relatif à la collaboration nucléaire, ma délégation regrette vivement mais ne pourra l'appuyer, parce que les dispositions de ce projet visent certains pays particuliers, alors qu'une approche plus générale de la question aurait été plus constructive. Bien que nous ne puissions donner notre appui à ce projet, cela ne signifie pas toutefois que nous ne soyons pas tout autant préoccupés par le fait que le développement de la capacité nucléaire par le Gouvernement sud-africain peut entraîner de graves conséquences pour la paix et la sécurité internationales dans la région de l'Afrique australe.

47. Une fois de plus, ma délégation tient à dire qu'elle ne saurait appuyer les appels à la lutte armée, tels que ceux qui sont évoqués dans le projet de résolution A/33/L.29, parce qu'elle pense que la communauté internationale doit continuer à axer ses efforts vers une solution pacifique et juste de la tragique question de l'*apartheid*. Pour cette raison, et pour d'autres encore relatives au libellé du projet de résolution A/33/L.29, nous nous abstiendrons lors du vote sur ce projet.

48. Je passe maintenant au projet de résolution A/33/L.31 relatif à l'*apartheid* dans les sports. Le Gouvernement néo-zélandais a bien montré, par son adhésion à

l'Accord de Gleneagles⁷ et à sa mise en application stricte, qu'il était attaché au raffermissement de la lutte contre l'*apartheid* par l'élimination de la discrimination raciale du monde des sports. A notre vif regret, nous serons obligés de nous abstenir toutefois sur ce projet, parce que certaines dispositions du projet de convention internationale contre l'*apartheid* dans les sports [A/33/36, annexe, appendice] exigent que les gouvernements restreignent la liberté de leurs ressortissants d'une façon qui est contraire à nos pratiques administratives et aux principes qui les inspirent.

49. La Nouvelle-Zélande s'est portée auteur des projets de résolution A/33/L.10 sur le Fonds d'affectation spéciale pour l'Afrique du Sud, et A/33/L.32 sur les investissements en Afrique du Sud, et elle appuiera le projet de résolution A/33/L.19 sur la mobilisation internationale contre l'*apartheid*, A/33/L.20 sur l'hommage à la mémoire des dirigeants, A/33/L.23 sur les prisonniers politiques en Afrique du Sud — bien que nous éprouvions quelques difficultés en ce qui concerne les incidences juridiques du paragraphe 4 du dispositif —, A/33/L.26 sur la diffusion d'informations sur l'*apartheid*, A/33/L.27 sur le programme de travail du Comité spécial et A/33/L.28 sur l'assistance au peuple opprimé d'Afrique du Sud et à son mouvement de libération.

50. M. NEIL (Jamaïque) [*interprétation de l'anglais*] : La Jamaïque votera en faveur de tous les projets de résolution relatifs à la question de l'*apartheid*, contenus dans les documents A/33/L.10 et A/33/L.19 à A/33/L.32; nous nous sommes d'ailleurs portés auteurs de la plupart d'entre eux.

51. Toutefois, en ce qui concerne le projet de résolution A/33/L.21, intitulé "Relations entre Israël et l'Afrique du Sud", nous devons répéter les réserves que nous avons formulées à l'égard d'une résolution semblable adoptée à la trente-deuxième session de l'Assemblée générale⁸. Nous continuons à avoir des doutes quant au critère de cette condamnation expresse portant sur la collaboration d'un seul pays, dans une situation où des cas de collaboration plus substantiels ne sont pas identifiés de la même manière. Mon pays s'oppose à toute collaboration ayant pour effet de permettre au régime raciste sud-africain de poursuivre sa politique criminelle. C'est sur la base de ce principe que ma délégation votera en faveur du projet de résolution A/33/L.21.

52. Enfin, en ce qui concerne le projet de résolution A/33/L.24, ma délégation nourrit des doutes quant à la référence à certains pays qui apparaît dans le paragraphe 2 du dispositif et que nous n'estimons pas justifiée, sur la base des preuves disponibles.

53. M. LEPRETTE (France) : Je m'adresserai à l'Assemblée au nom des neuf pays membres de la Communauté économique européenne.

⁷ Déclaration du Commonwealth concernant l'*apartheid* dans les sports. Voir *Final Communiqué of the Commonwealth Heads of Government Meeting in London, 8-15 June 1977*, Londres, Secrétariat du Commonwealth, 1977, p. 21 et 22.

⁸ Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-deuxième session, Séances plénières*, 102e séance, par. 139.

54. Le débat de la trente-troisième Assemblée générale consacré à l'*apartheid* a confirmé nos délégations dans leur jugement unanime que le système de ségrégation et de discrimination raciale pratiqué par le Gouvernement sud-africain est une insulte à la dignité de l'humanité et qu'il doit y être mis fin. Le représentant de la République fédérale d'Allemagne a eu l'occasion d'exprimer les vues des neuf pays membres de la Communauté économique européenne sur cette question, dans notre déclaration commune devant l'Assemblée le 22 novembre 1978 [56e séance].

55. Nos neuf pays sont tout à fait conscients que le système d'*apartheid* et le cercle vicieux de violence que celui-ci engendre nécessairement deviennent de plus en plus dangereux par leurs conséquences globales. La pression de l'opinion mondiale, par l'intermédiaire de l'Assemblée générale, doit être appliquée à l'Afrique du Sud, afin de parvenir à un changement rapide et fondamental. Pour que cette pression soit la plus efficace possible, nous devrions essayer, lorsque nous formulons les recommandations de l'Assemblée générale, de nous appuyer sur les objectifs fondamentaux pour lesquels il existe un consensus.

56. A la lumière du débat sur la politique d'*apartheid*, et pour ce qui concerne en particulier les projets de résolution qui nous sont soumis les neuf pays de la Communauté économique européenne voudraient exprimer leur position de principe de la manière suivante.

57. Nos peuples et nos gouvernements partagent les buts des Sud-Africains de toutes races qui travaillent activement pour l'élimination du système actuel de discrimination raciale et de répression. La lutte que mènent les Sud-Africains qui s'opposent à l'*apartheid* n'est pas, à notre avis, une lutte contre un pouvoir colonial, mais une lutte pour la liberté et l'égalité dans un Etat indépendant et souverain.

58. En ce qui concerne les discussions de l'Assemblée générale, nous sommes conscients de l'importance des contributions que l'African National Congress d'Afrique du Sud et le Pan Africanist Congress d'Azanie peuvent apporter. Cependant, gardant à l'esprit que l'Assemblée, en séance plénière, a toujours été et doit rester une enceinte pour la discussion entre Etats Membres, les Neuf considèrent que l'African National Congress et le Pan Africanist Congress auraient dû être entendus en commission, conformément à la pratique régulièrement admise en la matière.

59. Les Neuf demandent instamment à l'Afrique du Sud, comme ils l'ont d'ailleurs exprimé tout récemment dans une démarche commune à Pretoria, de mettre fin à la violence et à la répression contre tous les opposants à l'*apartheid*, de relâcher toutes les personnes emprisonnées ou assignées à résidence en raison de leur opposition à l'*apartheid* et de lever les interdictions qui frappent les organisations ou les organes d'information opposés à l'*apartheid*.

60. Nous maintenons cependant notre position de principe au sujet de l'applicabilité du "statut de prisonnier de guerre", conformément aux Conventions de Genève pertinentes.

61. Etant donné les conditions qui prévalent en Afrique du Sud, les neuf pays de la Communauté économique européenne sont conscients des motifs des individus et des

groupes qui ont recours à la violence pour réagir contre les humiliations qui leur sont infligées.

62. Nous croyons cependant que l'Organisation des Nations Unies a pour devoir suprême d'agir en faveur de solutions pacifiques et ne doit pas donner son aval à la lutte armée.

63. Les Neuf ne peuvent pas appuyer l'exigence de mettre fin à toutes les relations avec l'Afrique du Sud. Une telle exigence ne peut se concilier avec les efforts que nous menons en vue de changements conduisant à une évolution pacifique et au progrès social.

64. La Charte étant la base des travaux de notre organisation, les neuf pays de la Communauté économique européenne maintiennent que la répartition des compétences entre l'Assemblée et le Conseil de sécurité doit être respectée.

65. Les Neuf rejettent l'*apartheid* dans les sports et ont toujours adhéré strictement à la règle olympique de non-discrimination. Dans nos pays, le sport est organisé sur une base privée. En outre, nos pays respectent le droit qu'ont les individus de voyager librement à l'étranger et il y a d'autres obligations légales internes que nos gouvernements doivent respecter dans le domaine des activités sportives.

66. Toutefois, les Neuf continueront de décourager les événements sportifs impliquant une discrimination raciale. Nos gouvernements ont clairement fait connaître leurs vues à ce sujet aux organisations sportives de nos pays.

67. Les Neuf rejettent toutes les attaques arbitraires et injustifiées qui sont portées contre des Etats Membres particuliers.

68. Nous avons la conviction que les différences d'opinions qui existent au sein de l'Assemblée générale ne doivent pas nous détourner du combat contre le mal de l'*apartheid*. En poursuivant ce but, les neuf pays de la Communauté économique européenne sont unis avec tous les membres de notre assemblée générale.

69. M. THIÉMÉLÉ (Côte d'Ivoire) : Nous ne condamnons jamais assez la politique d'*apartheid* du Gouvernement sud-africain, politique qui, parce qu'elle est une insulte suprême à la dignité humaine, révolte la conscience universelle et mérite que la communauté internationale se sente tout entière mobilisée contre elle. C'est pourquoi nous ne doutons pas qu'en dénonçant, chaque fois que cela est possible, les complicités dont bénéficient les tenants de cette politique de la honte, notre organisation se rapproche de son objectif, à savoir l'élimination complète de ce système odieux et criminel.

70. La réprobation que lui inspire la politique d'*apartheid* ne saurait conduire ma délégation à s'aligner inconditionnellement sur le texte qui nous est présenté sous la cote A/33/L.21 et qui porte sur les relations entre l'Afrique du Sud et Israël. Les raisons en sont les suivantes.

71. D'abord, le troisième alinéa du préambule de ce projet de résolution prend acte du rapport de la Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, tenue à Genève. Nous émettons sur ce paragraphe

les réserves les plus expresses, car, comme nous l'avons fait en Quatrième Commission, et comme nous l'avons dit également, ladite conférence a fait sur certaines questions, en particulier sur le racisme et la discrimination raciale, un amalgame que mon pays n'accepte pas.

72. Ensuite, ma délégation trouve singulier que, dans la dénonciation des complices de l'*apartheid*, l'on s'acharne ainsi sur un Etat, alors que chacun sait qu'Israël n'est pas le seul au sein de notre organisation à entretenir des relations privilégiées avec l'Afrique du Sud. Bien plus, quel que soit le degré ou la nature de ces relations, nous savons qu'il est des pays dont la collaboration est encore plus précieuse à l'Afrique du Sud que celle d'Israël. Ma délégation s'abstiendra donc sur le projet A/33/L.21.

73. Il est un autre projet de résolution sur lequel ma délégation a l'intention de faire des réserves; il s'agit du projet A/33/L.24, qui, en son paragraphe 2 du dispositif, demande

... à tous les Etats qui ne l'ont pas encore fait, en particulier à la République fédérale d'Allemagne, aux Etats-Unis d'Amérique, à la France et à Israël, de cesser immédiatement toute collaboration avec le régime raciste d'Afrique du Sud dans le domaine nucléaire et de prendre des mesures...

74. Ma délégation, qui condamne les efforts sud-africains pour acquérir l'arme nucléaire, ne s'associera jamais à des dispositions de ce genre, qui consistent à mettre à l'index certains Etats. Elle souhaiterait que l'on prenne plutôt acte des mesures concrètes prises et annoncées par ces Etats pour se conformer aux résolutions de l'Assemblée générale, afin de rendre toute sa crédibilité à notre organisation.

75. Quant au projet de résolution A/33/L.22, que nous appuyons, nous voulons réitérer la position traditionnelle de la Côte d'Ivoire, à savoir que la politique d'isolement n'est pas la seule ni la plus efficace pour amener l'élimination complète de l'*apartheid*. Elle est sûrement la plus facile à décider, mais pas la plus facile à appliquer. Il y a d'autres moyens de lutte que la communauté internationale ne doit pas ignorer.

76. A l'instar de tous les Etats Membres de notre organisation, mon pays est engagé dans la lutte pour l'élimination de la discrimination raciale et de l'*apartheid* et pour l'instauration d'une plus grande justice dans le monde. C'est pourquoi nous appuyons les autres projets de résolution condamnant cette odieuse pratique du Gouvernement sud-africain.

77. M. ANDERSON (Australie) [*interprétation de l'anglais*] : Ma délégation voudrait en quelques mots expliquer son vote sur ce point. Comme les années précédentes, certaines des résolutions contiennent des formules en faveur desquelles ma délégation n'a pas pu voter. C'est pourquoi nous devons, à plusieurs reprises, nous abstenir et, une fois, voter contre.

78. Ma délégation tient cependant à préciser que son vote n'enlève rien à l'opinion très ferme du Gouvernement australien, qui estime que le système d'*apartheid* doit être condamné par la communauté internationale, car il est, à la base, en contradiction avec les droits fondamentaux de l'homme. Il est évident que le Gouvernement sud-africain doit renoncer au système d'*apartheid* et le faire au plus tôt. De plus, comme ma délégation l'a précisé lors du débat, sur

la Namibie, il est indispensable que le Gouvernement sud-africain coopère totalement et fidèlement au plan de règlement du Conseil de sécurité pour la Namibie⁹, qui a le soutien total du Gouvernement australien.

79. Ma délégation votera aujourd'hui en faveur de la plupart des projets de résolution qui nous sont présentés, y compris ceux qui se rapportent aux prisonniers politiques, au programme de travail du Comité spécial contre l'*apartheid*, à la diffusion des renseignements concernant l'*apartheid* et aux investissements en Afrique du Sud.

80. Ma délégation, toutefois, n'est pas en mesure de voter en faveur de certains des autres projets de résolution présentés à l'Assemblée. En particulier, nous pensons que les Nations Unies ne devraient pas, comme c'est le cas dans le projet de résolution A/33/L.29, approuver le recours à la force armée et que des propositions de mesures telles que les prévoient les projets de résolution A/33/L.22 et A/33/L.25, à l'encontre du Gouvernement sud-africain, devraient plutôt être examinées par le Conseil de sécurité.

81. Quant au projet de résolution A/33/L.24, ma délégation se dissocie des termes qui nomment plusieurs pays en particulier. Cependant, le Gouvernement australien est entièrement d'accord avec la résolution 418 (1977) du Conseil de sécurité.

82. Ma délégation votera en faveur du projet de résolution A/33/L.31 concernant l'*apartheid* dans les sports, conformément aux vues très fermes du Gouvernement australien sur la discrimination raciale dans les sports sud-africains et conformément aussi à la responsabilité qu'a acceptée le Gouvernement australien de décourager les contacts avec des sportifs et des sportives qui représentent l'Afrique du Sud. Le Gouvernement australien a refusé et continuera de refuser des visas aux équipes venant d'Afrique du Sud et à des ressortissants sud-africains représentant ce pays, tant que les sports en Afrique du Sud seront organisés sur une base de discrimination raciale. Le Gouvernement australien a signalé à toutes les organisations sportives d'Australie les résolutions appropriées des Nations Unies et la Déclaration du Commonwealth sur l'*apartheid* dans les sports. Il s'agit là de l'expression du soutien que le Gouvernement australien donne aux mesures pratiques propres à assurer rapidement et pacifiquement la disparition du système d'*apartheid*.

83. Enfin, ma délégation tient à ce qu'il soit bien entendu que le Gouvernement australien est convaincu que le Gouvernement sud-africain doit effectuer des changements fondamentaux. Il doit renoncer au système d'*apartheid*. Il doit cesser de harasser et d'humilier la majorité de sa population.

84. M. PALMA (Pérou) [*interprétation de l'espagnol*] : Mon pays a participé activement aux travaux du Comité spécial contre l'*apartheid* et à ceux d'autres organes et il poursuivra ses efforts en vue de collaborer à l'élimination définitive de cet odieux système imposé par une minorité et qui, renforcé par les intérêts de ceux qui l'appuient, représente un grave danger pour la région du sud de

⁹ Voir Documents officiels du Conseil de sécurité, trente-troisième année, Supplément de juillet, août et septembre 1978, document S/12827.

l'Afrique et constitue une menace constante et toujours plus grave à la sécurité internationale.

85. C'est pourquoi la délégation péruvienne votera en faveur de tous les projets de résolution portant sur cette question, bien que — comme nous avons déjà eu l'occasion de le dire — nous n'approuvons pas l'idée de mentionner des pays ou des groupes de pays particuliers dans les textes des projets de résolution; cela pourrait constituer dans certains cas une mention discriminatoire, ce qui ôterait de l'efficacité à des résolutions qui, pour être mises en œuvre, exigent le plus vaste consensus possible de la communauté internationale.

86. M. KOUYATÉ (Guinée) : *L'apartheid*, crime contre l'humanité, est une insulte à la dignité humaine, certes; mais, pis encore, c'est un abominable système politique colonial et raciste qui non seulement met en esclavage des millions d'hommes, ce précisément au moment où l'on fait grand cas du respect, de la préservation et de la consolidation des droits de l'homme, mais qui va jusqu'à usurper par la force brutale les territoires des peuples combattants de Namibie, du Zimbabwe et d'Afrique du Sud.

87. Nonobstant tous ces crimes, il se trouve quand même des juristes très avertis — tristement avertis — pour dédouaner devant l'opinion internationale ce même régime. Comme nous l'avons déjà dit au cours du débat de cette même session, il serait grand temps pour les uns et les autres de trouver enfin les meilleurs moyens propres à faire respecter les peuples d'Afrique. Or, le meilleur moyen d'obtenir ce respect, c'est de conjuguer les efforts de tous avec ceux des peuples d'Afrique, afin d'aboutir à la décolonisation totale, effective et inconditionnelle de notre continent — le seul à être victime encore, hélas, de ce mal. Nous comprenons les intérêts économiques des uns et les intérêts politiques des autres, nous comprenons la sujétion à laquelle sont soumis certains, qui sont obligés de reprendre en chœur les leçons dictées par leurs maîtres. Mais ce qui est sûr, et telle est la profonde conviction de mon gouvernement et de mon peuple, c'est que rien ne pourra venir à bout de la détermination des peuples et des gouvernements d'Afrique d'enterrer *l'apartheid*.

88. Ainsi, nous gardons l'espoir que ceux des gouvernements qui continuent, sous quelque prétexte que ce soit, à accorder une aide politique, militaire ou financière à l'Afrique du Sud, s'engageront finalement dans la voie de l'histoire, celle qui consiste à mettre en œuvre les termes de la résolution 1514 (XV), dans les faits et non plus seulement dans les paroles, car, et c'est le lieu ici de le rappeler, pour reprendre les paroles du Président de mon pays, le camarade Ahmed Sékou Touré : "L'homme n'apprécie pas le goût du miel par les oreilles, mais par la bouche." Autant dire qu'il ne s'agit plus de servir à nos Etats et nos peuples des mots, des engagements non suivis d'actes concrets; il faut passer à l'action, à l'action qui seule convainc, car nous constatons une contradiction entre l'attitude officielle de la majorité des Etats dans notre combat commun contre *l'apartheid* et leur action concrète en ce qui concerne ce régime.

89. Et, là encore, le Parti-Etat de Guinée nous dit que, lorsqu'on a à juger un homme, deux choses sont à considérer : ce qu'il dit et ce qu'il fait. Quand il y a

contradiction entre ce qu'il dit et ce qu'il fait, il faut le juger sur ce qu'il fait, car l'acte est le seul garant du jugement véritablement objectif que l'on peut porter sur un homme ou sur un gouvernement.

90. Ainsi, ma délégation réaffirme que mon gouvernement s'engage résolument à combattre avec force et sans relâche le régime d'*apartheid*, non seulement en Afrique du Sud, mais également en Namibie et au Zimbabwe. C'est sur cette base que ma délégation, membre du Comité spécial contre l'*apartheid*, qui a déjà eu à diriger ledit comité par trois fois, désire être comprise parmi les auteurs des projets de résolution qui nous sont soumis à propos de l'*apartheid* et de la condamnation de ceux qui en sont complices. Nous gardons l'espoir et la conviction que l'attitude équivoque de certains ne pourra pas porter préjudice à la détermination de nos frères combattants de la liberté de l'African National Congress, du Pan Africanist Congress, du Front patriotique et de la South West Africa People's Organization.

91. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'espagnol*) : La déclaration du représentant de la Guinée sera prise en considération.

92. M. JOSEPH (Sri Lanka) [*interprétation de l'anglais*] : La délégation sri-lankaise appuie les objectifs du projet de résolution A/33/L.24, sur la collaboration nucléaire avec l'Afrique du Sud, et votera pour ce texte, comme pour tous les projets de résolution se rapportant à ce point de l'ordre du jour. Comme ma délégation l'a expliqué précédemment [82^e séance], avant le vote sur le point 95 de l'ordre du jour à l'Assemblée générale, nous tenons à déclarer pour le compte rendu la position que Sri Lanka a toujours adoptée et qu'elle a exposée à la Conférence des ministres des affaires étrangères des pays non alignés, réunis à Belgrade en juillet dernier, quant à l'opportunité de nommer des pays. Sri Lanka estime que le fait de nommer des pays individuellement de cette manière n'est pas productif et n'accélère pas la réalisation des objectifs recherchés. Cela crée, au contraire, de la résistance et risque de compromettre le soutien nécessaire pour aboutir aux importants objectifs poursuivis. Nous pensons que l'on ne doit nommer des pays que de manière très exceptionnelle et en dernier recours.

93. Je voudrais dire que la menace de condamnation fait plus d'effet que la condamnation proprement dite. Le fait de nommer des pays risque de les insensibiliser à l'opinion publique internationale.

94. Compte tenu de cette explication, la délégation sri-lankaise appuie entièrement le projet de résolution et votera en sa faveur.

95. M. BARTON (Canada) [*interprétation de l'anglais*] : En expliquant notre vote sur les différents projets de résolution, je dirai, à titre de préface, que nous tenons à réaffirmer notre ferme conviction que le peuple d'Afrique du Sud a droit au soutien de la communauté internationale dans sa lutte pour la justice et l'égalité raciale. A l'appui de notre conviction, les membres de l'Assemblée savent que le Gouvernement canadien a pris certaines mesures pendant l'année écoulée, afin de manifester sa vive opposition à la politique d'*apartheid* du Gouvernement sud-africain.

96. Passant maintenant aux 15 projets de résolution que nous avons sous les yeux aujourd'hui, je voudrais exposer

les considérations qui amènent le Gouvernement canadien à voter comme il va le faire.

97. D'abord, nous appuierons les sept projets de résolution A/33/L.10, A/33/L.19, A/33/L.20, A/33/L.23, A/33/L.26, A/33/L.27 et A/33/L.31. Nous voterons pour le projet de résolution A/33/L.19, dont nous appuyons entièrement l'objectif, malgré notre réserve quant à l'alinéa du préambule qui tend à réaffirmer l'engagement total de l'Assemblée générale à l'élimination de la menace à la paix et à la sécurité internationales que représente le régime d'*apartheid*. Comme nous l'avons dit précédemment, l'évaluation d'une telle menace ne peut être faite que par le Conseil de sécurité et, à notre avis, l'Assemblée générale ne devrait pas chercher à préjuger une décision aussi importante et aussi grave par une allusion, faite en quelque sorte à la légère, dans un alinéa du préambule d'une résolution qui fait partie d'une série d'autres.

98. Nous appuierons le projet de résolution sur l'*apartheid* dans les sports, A/33/L.31, parce que nous soutenons fortement la Déclaration internationale contre l'*apartheid* dans les sports. Ma délégation a du reste joué un rôle actif dans son élaboration. Lors de notre explication de vote, l'an dernier¹⁰, nous avons dit qu'il aurait été difficile de façonner une déclaration qui tiendrait compte des circonstances propres à chacun des Etats Membres et nous avons milité en faveur d'un appui donné sur la base d'une interprétation souple, qui tienne compte des différences dans les systèmes juridiques, constitutionnels, et même politiques, des divers pays. Le Canada, quant à lui, ne peut appliquer la Déclaration que dans le cadre de ses propres lois, de ses exigences constitutionnelles et de sa politique nationale à l'égard des activités sportives. Depuis l'adoption de la Déclaration, l'an dernier [résolution 32/105 M], nous avons décidé de refuser des visas à des sportifs et à des responsables sud-africains, du monde des sports, représentant leur pays.

99. Ma délégation s'abstiendra lors du vote sur les projets de résolution A/33/L.22, A/33/L.24, A/33/L.28, A/33/L.30 et A/33/L.32. Nous nous abstiendrons lors du vote sur le projet de résolution A/33/L.24, qui demande la fin totale de toute coopération nucléaire avec l'Afrique du Sud. Nous n'avons pas de coopération ni d'accord nucléaire avec l'Afrique du Sud, mais nous pensons cependant que ce projet de résolution pourrait avoir l'effet peu souhaitable d'affaiblir les encouragements donnés à l'Afrique du Sud pour qu'elle adhère pleinement aux accords internationaux de garantie nucléaire. En raison d'une allusion semblable à la coopération nucléaire, nous nous abstiendrons aussi lors du vote sur le projet de résolution A/33/L.30.

100. Le Canada appuie entièrement, en y contribuant beaucoup, les programmes internationaux destinés à aider à répondre aux besoins humanitaires, d'éducation et de formation de la population d'Afrique du Sud. Nous avons, néanmoins, des réserves quant à l'allusion contenue au paragraphe 1 du dispositif du projet de résolution A/33/L.28 à "toute l'assistance requise par le mouvement de libération nationale", ainsi qu'à des allusions semblables dans les paragraphes 2 et 5 du même dispositif. Nous nous

abstiendrons donc lors du vote sur ce projet de résolution, comme nous l'avons fait l'année dernière pour un texte semblable.

101. Nous nous abstiendrons également lors du vote sur les projets de résolution A/33/L.22 et A/33/L.32 sur les investissements en Afrique du Sud. Les mesures que l'on y demande ne nous semblent pouvoir être appliquées efficacement que grâce à des décisions contraignantes du Conseil de sécurité, qui doivent être adoptées compte tenu des dispositions appropriées de la Charte et des circonstances existant à un moment donné.

102. Ma délégation votera contre le projet de résolution A/33/L.21, concernant les relations entre Israël et l'Afrique du Sud. Nous avons soulevé, à plusieurs reprises, des objections devant la pratique qui consiste à isoler Israël et à l'exposer à la critique, et nous déplorons que des résolutions de ce genre viennent chaque année semer la dissension dans notre lutte commune contre l'*apartheid*.

103. Nous voterons également contre le projet de résolution A/33/L.25 sur la collaboration économique avec l'Afrique du Sud. Nous n'estimons pas, en effet, que les relations économiques avec l'Afrique du Sud constituent le principal obstacle à la liquidation du régime raciste et à l'élimination de l'*apartheid*. Ce projet de résolution, s'il était appliqué, entraînerait également la rupture des relations diplomatiques avec l'Afrique du Sud, mesure qui, à notre avis, pourrait nuire à nos objectifs.

104. Ma délégation s'oppose aussi au projet de résolution A/33/L.29 sur la situation en Afrique du Sud, qui contient plusieurs éléments incompatibles avec la politique canadienne. Nous nous sommes abstenus lors du vote sur un projet de résolution semblable l'an dernier, mais étant donné la sévérité accrue de ce texte, notamment l'affirmation de la légitimité de la lutte armée, nous estimons devoir émettre un vote négatif cette année.

105. M. ROBINSON (Royaume-Uni) [interprétation de l'anglais] : Mon gouvernement tient à réaffirmer son opposition à la politique d'*apartheid* et la haine que lui inspirent tous les aspects de ce système. Le Royaume-Uni entend continuer à travailler en vue d'un changement rapide, fondamental et pacifique en Afrique du Sud. Nous appuyons donc entièrement le principal objectif de ces projets de résolution, en un mot, l'abolition de l'*apartheid*. Nous regrettons profondément que l'on n'ait pas cherché à exprimer l'objectif commun dans tous les cas dans des termes que nous puissions appuyer.

106. Nous nous abstiendrons lors du vote sur le projet de résolution A/33/L.28, "Assistance au peuple opprimé d'Afrique du Sud et à son mouvement de libération nationale". Bien que nous appuyons entièrement la nécessité d'accroître l'assistance dans le domaine humanitaire et dans celui de l'enseignement, nous ne pouvons souscrire aux incidences élargies du paragraphe 1 du dispositif de ce projet de résolution, en raison de nos opinions très connues quant à l'importance d'un changement pacifique. Pour nous, les problèmes de l'Afrique du Sud sont des problèmes de droits de l'homme et non pas de colonialisme. Nous réservons également notre position quant aux références que contient ce projet et d'autres projets de résolution concernant l'*apartheid*, parce qu'elles nous semblent affec-

¹⁰ Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-deuxième session, Séances plénières, 102e séance, par. 98 à 102.

ter les pouvoirs et les fonctions respectifs des organes des Nations Unies.

107. Nous nous associerons au consensus sur le projet de résolution A/33/L.26 sur la diffusion de renseignements, mais nous devons réserver notre position sur certaines des dispositions de ce projet de résolution qui engagent les gouvernements membres à prendre des mesures précises.

108. M. ERALP (Turquie) [*interprétation de l'anglais*] : La délégation turque votera en faveur de tous les projets de résolution concernant le point 32 de l'ordre du jour, à l'exception du projet de résolution A/33/L.24 portant sur la collaboration nucléaire avec l'Afrique du Sud, sur lequel nous entendons nous abstenir.

109. Nos vues sur ce point de l'ordre du jour ont été présentées en détail à l'Assemblée, le 24 novembre 1978 [58e séance]. Par l'appui que nous apportons à ces projets de résolution, nous tenons donc à traduire notre intransigeante opposition à la politique humiliante et inhumaine de l'*apartheid*, de même que notre très nette reconnaissance de la nécessité de prendre, en raison de cette politique, des mesures obligatoires et efficaces contre le Gouvernement sud-africain.

110. Toutefois, ma délégation tient à dire, aux fins du compte rendu, que le libellé et la nature de certains de ces projets de résolution ne lui conviennent guère. En outre, nous ne sommes pas convaincus qu'il puisse y avoir quelque utilité à nommer expressément certains pays, parmi tous ceux qui suivent eux aussi, à cet égard, une politique contraire aux résolutions des Nations Unies.

111. Notre abstention lors du vote sur le projet de résolution contenu dans le document A/33/L.24, qui est due au fait que nous rejetons en principe l'idée de nommer des pays sur une base sélective, s'explique donc dans ce contexte. Le paragraphe 2 du dispositif de ce projet de résolution contient des termes de cette nature ainsi que de vastes généralités. En fait, n'eussent été les termes de ce paragraphe du dispositif, ma délégation aurait également voté pour cette résolution.

112. En ce qui concerne le paragraphe 11 du dispositif du projet de résolution A/33/L.29, qui a trait à la situation en Afrique du Sud, et sur lequel nous émettrons un vote positif, je voudrais rappeler ici que la délégation turque a voté en faveur du projet de convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'*apartheid* lors de son adoption à la vingt-huitième session de l'Assemblée générale [résolution 3068 (XXVIII)]. Cependant, ma délégation, dans une déclaration faite à l'époque¹¹, avait relevé les importants problèmes juridiques que le projet de convention soulevait pour nous. Certaines dispositions de cette convention ne sont pas compatibles avec quelques-unes de celles de notre système juridique national. La position du Gouvernement turc demeure inchangée à l'égard de cette convention.

113. M. FUENTES IBÁÑEZ (Bolivie) [*interprétation de l'espagnol*] : La délégation bolivienne votera en faveur des

projets de résolution portant sur le point 32 de l'ordre du jour, à l'exception de ceux qui figurent dans les documents A/33/L.21, "Relations entre Israël et l'Afrique du Sud", A/33/L.22, "Embargo sur le pétrole à l'encontre de l'Afrique du Sud", et A/33/L.25, "Collaboration économique avec l'Afrique du Sud"; nous nous abstenons lors du vote sur ces projets de résolution.

114. Dans le premier cas, nous nous abstenons, parce que, comme nous l'avons déjà dit, condamner Israël seul serait faire de la discrimination, qui consisterait à faire porter par un seul Etat une responsabilité qui semble être partagée également par d'autres Etats. Nous pensons qu'une accusation de ce genre, lorsqu'elle ne s'appuie pas véritablement sur des preuves, a pour seul effet de diviser les pays en groupes ou en blocs, en ayant à leur sujet des opinions préconçues, au lieu d'encourager la coopération internationale et une action commune en vue d'éliminer l'abominable pratique de l'*apartheid*, et nous ne pouvons pas appuyer cela.

115. Dans le second cas, mon pays a déjà déclaré au Conseil de sécurité qu'il rejetait de façon catégorique et irréversible la politique d'*apartheid*. Nous nous abstenons, cependant, parce que les pourparlers qui se déroulent entre l'Organisation des Nations Unies et le Gouvernement sud-africain ne sont pas encore terminés. Nous savons précisément que le représentant spécial du Secrétaire général, M. Ahtisaari, se trouve en Afrique du Sud et nous connaissons, à son retour seulement, le résultat des négociations, lorsque son rapport sera présenté au Conseil de sécurité, qui adoptera alors les mesures nécessaires.

116. Même dans un cas de rébellion aussi flagrant que celui du gouvernement de Pretoria, du fait de son refus de se soumettre aux décisions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale, ma délégation pense qu'il serait judicieux, pour mettre en œuvre une mesure aussi importante, d'épuiser tout d'abord tous les moyens de persuasion et de dissuasion avant de demander au Conseil de sécurité des mesures spéciales; et ce que fera le Conseil de sécurité dépendra du résultat final des négociations.

117. Nous nous abstenons également lors du vote sur le projet de résolution A/33/L.25. Certains des paragraphes du préambule et du dispositif comportent des accusations contre des Etats membres, dont il est difficile de faire la preuve, et le projet contient des recommandations semblables à celles qui nous inciteront à nous abstenir lors du vote sur les projets de résolutions A/33/L.21 et A/33/L.22.

118. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'espagnol*) : Nous venons d'entendre le dernier orateur expliquant son vote avant le scrutin. J'ai reçu des demandes émanant de deux délégations qui souhaitent présenter des projets de résolution.

119. Je donne d'abord la parole au représentant de Cuba, qui souhaite présenter le projet de résolution A/33/L.27.

120. M. GÓMEZ ANZARDO (Cuba) [*interprétation de l'espagnol*] : La délégation cubaine a l'honneur de présenter à l'Assemblée générale le projet de résolution A/33/L.27, intitulé "Programme de travail du Comité spécial contre l'*apartheid*" et relatif au point 32 de l'ordre du jour.

¹¹ Ibid., vingt-huitième session, Troisième Commission, 2007e séance, par. 29.

Dix-neuf Etats Membres se sont portés auteurs de ce projet de résolution.

121. Je serai très bref sur ce sujet, parce que le libellé du projet est très éloquent; nous pouvons nous borner à répéter certains des points de cet important programme de travail qui doit être effectué par le Comité spécial.

122. Le projet félicite — comme nous le faisons — le Comité spécial pour tout ce qu'il a fait dans l'exécution de son mandat. Il tient également compte de la nécessité d'élargir le champ d'activités du Comité spécial, à la suite des recommandations contenues dans son rapport. De même, l'Assemblée réitère sa détermination — exprimée dans la résolution 32/105 B de l'Assemblée générale du 14 décembre 1977, proclamant l'année commençant le 21 mars 1978 Année internationale contre l'*apartheid* — de prendre toutes les mesures appropriées pour faire en sorte que cette décision soit respectée dans le monde entier, en solidarité totale avec les peuples opprimés d'Afrique du Sud et leurs mouvements de libération nationale.

123. Le projet indique également qu'il est de plus en plus urgent de prendre contre l'*apartheid* des mesures internationales efficaces, qui nécessitent des efforts intensifs et concertés de tous les gouvernements et de toutes les organisations non gouvernementales et une coopération avec le mouvement des pays non alignés, l'Organisation de l'unité africaine [OUA] et d'autres organisations ayant joué un rôle particulier dans la lutte contre l'*apartheid* et qui ont mis au point des programmes de travail en vue de cette lutte.

124. Je pourrais également mentionner l'invitation que le Comité spécial serait autorisé à lancer aux représentants des mouvements de libération sud-africains reconnus par l'OUA et aux représentants des autres organisations qui ont un rôle actif dans l'opposition à l'*apartheid* de participer aux consultations portant sur les divers aspects de l'*apartheid* et sur l'action internationale contre l'*apartheid*.

125. Le Comité spécial serait également autorisé par l'Assemblée à faire participer des représentants des mouvements de libération sud-africains reconnus par l'OUA à ses missions, comme porte-parole du peuple qui souffre sous le joug de l'*apartheid*, et à promouvoir l'assistance au peuple opprimé d'Afrique du Sud et à ses mouvements de libération nationale.

126. On demande également au Comité spécial de faire, en coopération avec le Secrétaire général, des propositions à l'Assemblée générale, au cours de la trente-quatrième session, sur l'élargissement de sa composition, conformément aux principes d'une distribution géographique équitable; le Secrétaire général est prié de renforcer le Centre contre l'*apartheid*, compte tenu des recommandations du Comité spécial.

127. Etant donné la nécessité d'établir des priorités dans les travaux à réaliser dans la lutte contre l'*apartheid*, il est décidé, dans l'un des paragraphes du projet de résolution, que le poste de responsable du Centre contre l'*apartheid* serait reclassé à sous-secrétaire général.

128. Enfin, tous les gouvernements, toutes les institutions spécialisées et autres organismes du système des Nations Unies et toutes les autres organisations sont priés

de coopérer avec le Secrétaire général et le Comité spécial en vue de l'application de cette résolution.

129. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'espagnol*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Bénin, qui souhaite présenter le projet de résolution A/33/L.30.

130. M. HOUNGAVOU (Bénin) : Au nom de ses auteurs, j'ai l'honneur de vous présenter le projet de résolution A/33/L.30, relatif à la collaboration militaire avec l'Afrique du Sud.

131. L'*apartheid*, ce système odieux de domination coloniale et d'exploitation de l'homme par l'homme aurait été plus facile à combattre de façon pacifique, si ses tenants n'étaient aujourd'hui armés jusqu'aux dents grâce à leurs alliés, amis et maîtres de l'Occident impérialistes. Pour cette raison, le régime d'*apartheid*, qui, grâce à la technologie militaire de l'Occident et des capitalistes, détient sur le continent des armes conventionnelles modernes et sophistiquées de destruction massive et qui a déjà maîtrisé la technologie nucléaire, constitue aujourd'hui une grave menace pour la paix et la sécurité de notre continent. La collaboration militaire de certains pays occidentaux avec ce régime odieux constitue un crime grave contre la paix et la sécurité en Afrique. Toute l'hypocrisie et la supercherie traditionnelles qu'entretiennent ces pays autour de leurs engagements en faveur de la lutte contre l'*apartheid* ne sauraient nous tromper.

132. Selon les auteurs du projet de résolution, la lutte contre l'*apartheid* passe par la fin de la collaboration militaire qui permet à cette entité raciste et minoritaire d'augmenter et de perfectionner ses moyens de répression et de tueries massives des peuples opprimés d'Afrique du Sud. La lutte contre la collaboration militaire passe aussi par l'application de la résolution 418 (1977) du Conseil de sécurité. Nous connaissons tous les moyens inventés aujourd'hui par certains pays pour tourner les dispositions de cette résolution et permettre à l'Afrique du Sud de continuer à obtenir des armes. Nous savons aussi qu'une interprétation restrictive de cette résolution a permis d'en amoindrir la portée et a permis aux commerçants d'armes de poursuivre leur besogne, qui est dirigée contre les intérêts des Etats africains.

133. La lutte contre le régime raciste d'*apartheid* passe donc nécessairement par la cessation de toute collaboration militaire avec ce régime. L'Organisation des Nations Unies et les Etats Membres n'ont cessé de dénoncer cette collaboration. Les auteurs du document que je viens de mentionner veulent donner une nouvelle impulsion à cette lutte; c'est pour cela qu'ils ont rédigé, intentionnellement, un texte modéré, afin d'obtenir l'appui de tous les Etats de bonne volonté épris de paix et de sécurité. Nous estimons que l'*apartheid*, qui est un crime contre l'humanité, ne saurait en aucun cas bénéficier de quelque collaboration militaire que ce soit. La responsabilité de certains Etats occidentaux, qui ont fourni, depuis des années, au régime raciste d'Afrique du Sud, des moyens de répression massive, ne doit pas être ignorée.

134. Comme on peut le constater, ce projet a été rédigé de façon fort simple. Aux paragraphes 1 à 3 du dispositif, on tente de mettre en exergue des dispositions qui existent

déjà dans la Charte pour faire face à des situations de ce genre.

135. Nous espérons que ce projet de résolution obtiendra l'adhésion de la majorité des Etats.

136. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'espagnol*) : L'Assemblée générale va maintenant prendre une décision sur les divers projets de résolution dont elle est saisie. Le rapport de la Cinquième Commission sur les incidences administratives et financières de ces projets de résolution fait l'objet du document A/33/555. Ce document n'ayant pas été distribué, je prie le Rapporteur de la Cinquième Commission, M. Hamzah Mohammed Hamzah, de la République arabe syrienne, de présenter ledit rapport.

137. M. HAMZAH (République arabe syrienne) [Rapporteur de la Cinquième Commission] (*interprétation de l'anglais*) : Étant donné que le rapport de la Cinquième Commission sur les incidences administratives et financières de l'action de l'Assemblée générale sur la question de l'*apartheid*, document A/33/555, n'est pas disponible dans toutes les langues, je voudrais informer oralement l'Assemblée de la recommandation de la Cinquième Commission.

138. La Cinquième Commission m'a autorisé à faire savoir à l'Assemblée générale que, au cas où les projets de résolution A/33/L.10 et A/33/L.19 à A/33/L.32 seraient adoptés, des crédits supplémentaires de 688 400 dollars seraient nécessaires en vertu des chapitres 3 A, 3 D et 21 A du budget-programme pour l'exercice biennal 1978-1979, de même qu'un montant supplémentaire de 29 100 dollars pour le personnel en vertu du chapitre 25, compensé par une somme équivalente en vertu du chapitre 1 de la section des ressources.

139. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'espagnol*) : Nous allons examiner d'abord le projet de résolution A/33/L.10 et Add.1, intitulé "Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'Afrique du Sud". Si je n'entends pas d'objections, je considérerai que l'Assemblée générale a décidé d'adopter ce projet.

Le projet de résolution est adopté (résolution 33/183 A).

140. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'espagnol*) : Nous passons maintenant au projet de résolution A/33/L.19 et Add.1, intitulé "Mobilisation internationale contre l'*apartheid*". Un vote enregistré a été demandé.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour : Afghanistan, Albanie, Algérie, Angola, Argentine, Australie, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Barbade, Belgique, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brésil, Bulgarie, Birmanie, Burundi, République socialiste soviétique de Biélorussie, Canada, Chili, Chine, Colombie, Costa Rica, Cuba, Chypre, Tchécoslovaquie, Kampuchea démocratique, Yémen démocratique, Danemark, Djibouti, Equateur, Egypte, Guinée équatoriale, Ethiopie, Fidji, Finlande, Gabon, République démocratique allemande, Ghana, Grèce, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guyane, Haïti, Honduras, Hongrie, Islande, Inde, Indonésie, Iran, Iraq, Irlande, Italie, Côte d'Ivoire, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kenya, Koweït, République démocratique populaire lao, Lesotho,

Libéria, Jamahiriya arabe libyenne, Luxembourg, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Mexique, Mongolie, Mozambique, Népal, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Oman, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, Roumanie, Rwanda, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Arabie saoudite, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Espagne, Sri Lanka, Suriname, Swaziland, Suède, République arabe syrienne, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Ouganda, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Emirats arabes unis, République-Unie du Cameroun, République-Unie de Tanzanie, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Yougoslavie, Zaïre, Zambie.

Votent contre : France, République fédérale d'Allemagne, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique.

Par 122 voix contre 4, le projet de résolution est adopté (résolution 33/183 B)¹².

141. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'espagnol*) : Nous passons maintenant au projet de résolution A/33/L.20 et Add.1, intitulé "Hommage à la mémoire de dirigeants et d'éminentes personnalités qui ont apporté une contribution importante à la lutte des peuples opprimés". Un vote enregistré a été demandé.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour : Afghanistan, Albanie, Algérie, Angola, Argentine, Australie, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Belgique, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brésil, Bulgarie, Birmanie, Burundi, République socialiste soviétique de Biélorussie, Canada, Chili, Chine, Colombie, Costa Rica, Cuba, Chypre, Tchécoslovaquie, Kampuchea démocratique, Yémen démocratique, Danemark, Djibouti, Equateur, Egypte, Guinée équatoriale, Ethiopie, Fidji, Finlande, France, Gabon, République démocratique allemande, République fédérale d'Allemagne, Ghana, Grèce, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guyane, Haïti, Honduras, Hongrie, Islande, Inde, Indonésie, Iran, Iraq, Irlande, Israël, Italie, Côte d'Ivoire, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kenya, Koweït, République démocratique populaire lao, Lesotho, Libéria, Jamahiriya arabe libyenne, Luxembourg, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Mexique, Mongolie, Mozambique, Népal, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Oman, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, Roumanie, Rwanda, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Arabie saoudite, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Espagne, Sri Lanka, Suriname, Swaziland, Suède, République arabe syrienne, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Ouganda, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Emirats arabes unis, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, République-Unie du Cameroun, République-Unie de Tanzanie, Etats-Unis d'Amérique, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Yougoslavie, Zaïre, Zambie.

Votent contre: néant.

¹² Les délégations du Bangladesh, du Maroc et de la Thaïlande ont fait savoir ultérieurement au Secrétariat qu'elles désiraient que leur pays figure au nombre de ceux qui ont voté en faveur du projet de résolution.

Par 129 voix contre zéro, le projet de résolution est adopté (résolution 33/183 C)¹³.

142. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'espagnol*) : Nous allons voter maintenant sur le projet de résolution A/33/L.21 et Add.1, intitulé "Relations entre Israël et l'Afrique du Sud". Un vote enregistré a été demandé.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour : Afghanistan, Albanie, Algérie, Angola, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bénin, Bhoutan, Botswana, Bulgarie, Burundi, République socialiste soviétique de Biélorussie, Chine, Colombie, Cuba, Chypre, Tchécoslovaquie, Kampuchea démocratique, Yémen démocratique, Djibouti, Egypte, Guinée équatoriale, Ethiopie, Gabon, République démocratique allemande, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Guyane, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran, Iraq, Jamaïque, Jordanie, Kenya, Koweït, République démocratique populaire lao, Lesotho, Jamahiriya arabe libyenne, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Mongolie, Mozambique, Niger, Nigéria, Oman, Pakistan, Pérou, Philippines, Pologne, Qatar, Roumanie, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Arabie saoudite, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Espagne, Sri Lanka, République arabe syrienne, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Ouganda, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Emirats arabes unis, République-Unie du Cameroun, République-Unie de Tanzanie, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Yougoslavie, Zambie.

Votent contre : Australie, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Finlande, France, République fédérale d'Allemagne, Islande, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Norvège, Suède, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique.

S'abstiennent : Argentine, Bahamas, Bolivie, Brésil, Birmanie, Chili, Costa Rica, Equateur, El Salvador, Fidji, Grèce, Guatemala, Haïti, Honduras, Côte d'Ivoire, Japon, Libéria, Mexique, Népal, Nicaragua, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Portugal, Samoa, Singapour, Suriname, Swaziland, Uruguay.

Par 82 voix contre 18, avec 28 abstentions, le projet de résolution est adopté (résolution 33/183 D)¹⁴.

143. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'espagnol*) : Nous passons maintenant au projet de résolution A/33/L.22 et Add.1, intitulé "Embargo sur le pétrole à l'encontre de l'Afrique du Sud". Un vote enregistré a été demandé.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour : Afghanistan, Albanie, Algérie, Angola, Argentine, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bénin, Bhoutan, Bulgarie, Birmanie, Burundi, République socialiste soviétique de Biélorussie, Chili, Chine, Colombie, Costa Rica, Cuba, Chypre, Tchécoslovaquie, Kampuchea démocratique, Yémen démocratique, Djibouti, Equateur, Egypte, Ethiopie, Fidji, Finlande, République démocratique allemande, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Guyane, Haïti, Hongrie, Islande, Inde, Indonésie, Iran, Iraq, Côte d'Ivoire, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kenya, Koweït, République démocratique populaire lao, Lesotho, Jamahiriya arabe libyenne, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Mexique, Mongolie, Mozambique, Niger, Nigéria, Norvège, Oman, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pérou, Philip-

Rica, Cuba, Chypre, Tchécoslovaquie, Kampuchea démocratique, Yémen démocratique, Danemark, Djibouti, Equateur, Egypte, Guinée équatoriale, Ethiopie, Fidji, Finlande, Gabon, République démocratique allemande, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Guyane, Haïti, Honduras, Hongrie, Islande, Inde, Indonésie, Iran, Iraq, Irlande, Côte d'Ivoire, Jamaïque, Jordanie, Kenya, Koweït, République démocratique populaire lao, Libéria, Jamahiriya arabe libyenne, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Mexique, Mongolie, Mozambique, Népal, Pays-Bas, Niger, Nigéria, Norvège, Oman, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pérou, Philippines, Pologne, Qatar, Roumanie, Rwanda, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Arabie saoudite, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Sri Lanka, Suriname, Suède, République arabe syrienne, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Ouganda, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Emirats arabes unis, République-Unie du Cameroun, République-Unie de Tanzanie, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Yougoslavie, Zaïre, Zambie.

Votent contre : Belgique, France, République fédérale d'Allemagne, Luxembourg, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique.

S'abstiennent : Australie, Autriche, Bolivie, Botswana, Canada, El Salvador, Grèce, Guatemala, Italie, Japon, Lesotho, Nouvelle-Zélande, Nicaragua, Portugal, Espagne, Swaziland.

Par 105 voix contre 6, avec 16 abstentions, le projet de résolution est adopté (résolution 33/183 E)¹⁵.

144. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'espagnol*) : Nous passons maintenant au projet de résolution A/33/L.23 et Add.1, intitulé "Prisonniers politiques en Afrique du Sud". Si je n'entends pas d'objections, je considérerai que l'Assemblée adopte le projet de résolution.

Le projet de résolution est adopté (résolution 33/183 F).

145. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'espagnol*) : L'Assemblée va maintenant voter sur le projet de résolution A/33/L.24 et Add.1, intitulé "Collaboration nucléaire avec l'Afrique du Sud". Un vote enregistré a été demandé.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour : Afghanistan, Albanie, Algérie, Angola, Argentine, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brésil, Bulgarie, Birmanie, Burundi, République socialiste soviétique de Biélorussie, Chili, Chine, Colombie, Costa Rica, Cuba, Chypre, Tchécoslovaquie, Kampuchea démocratique, Yémen démocratique, Djibouti, Equateur, Egypte, Ethiopie, Fidji, Finlande, République démocratique allemande, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Guyane, Haïti, Hongrie, Islande, Inde, Indonésie, Iran, Iraq, Côte d'Ivoire, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kenya, Koweït, République démocratique populaire lao, Lesotho, Jamahiriya arabe libyenne, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Mexique, Mongolie, Mozambique, Niger, Nigéria, Norvège, Oman, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pérou, Philip-

¹³ Les délégations marocaine et thaïlandaise ont fait savoir ultérieurement au Secrétariat qu'elles désiraient que leur pays figure au nombre de ceux qui ont voté en faveur du projet de résolution.

¹⁴ La délégation marocaine a fait savoir ultérieurement au Secrétariat qu'elle désirait que son pays figure au nombre de ceux qui ont voté en faveur du projet de résolution. La délégation thaïlandaise a fait savoir ultérieurement au Secrétariat qu'elle désirait que son pays figure au nombre de ceux qui se sont abstenus lors du vote sur le projet de résolution.

¹⁵ Les délégations marocaine et thaïlandaise ont fait savoir ultérieurement au Secrétariat qu'elles désiraient que leur pays figure au nombre de ceux qui ont voté en faveur du projet de résolution.

pines, Pologne, Qatar, Roumanie, Sao Tomé-et-Principe, Arabie saoudite, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Sri Lanka, Swaziland, Suède, République arabe syrienne, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Ouganda, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Emirats arabes unis, République-Unie du Cameroun, République-Unie de Tanzanie, Venezuela, Viet Nam, Yougoslavie, Zambie.

Votent contre : France, République fédérale d'Allemagne, Luxembourg, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique.

S'abstiennent : Australie, Belgique, Canada, Danemark, El Salvador, Gabon, Grèce, Guatemala, Honduras, Irlande, Italie, Libéria, Népal, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Nicaragua, Portugal, Rwanda, Samoa, Espagne, Suriname, Togo, Turquie.

Par 96 voix contre 5, avec 23 abstentions, le projet de résolution est adopté (résolution 33/183 G)¹⁶.

146. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'espagnol*) : Nous passons maintenant au projet de résolution A/33/L.25 et Add.1, intitulé "Collaboration économique avec l'Afrique du Sud". Un vote enregistré a été demandé.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour : Afghanistan, Albanie, Algérie, Angola, Argentine, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bénin, Bhoutan, Brésil, Bulgarie, Birmanie, Burundi, République socialiste soviétique de Biélorussie, Chine, Colombie, Costa Rica, Cuba, Chypre, Tchécoslovaquie, Kampuchea démocratique, Yémen démocratique, Djibouti, Equateur, Egypte, Guinée équatoriale, Ethiopie, Fidji, Gabon, République démocratique allemande, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Guyane, Haïti, Honduras, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran, Iraq, Côte d'Ivoire, Jamaïque, Jordanie, Kenya, Koweït, République démocratique populaire lao, Libéria, Jamahiriya arabe libyenne, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Mexique, Mongolie, Mozambique, Népal, Niger, Nigéria, Oman, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pérou, Philippines, Pologne, Qatar, Roumanie, Rwanda, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Arabie saoudite, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Espagne, Sri Lanka, Suriname, République arabe syrienne, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Ouganda, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Emirats arabes unis, République-Unie du Cameroun, République-Unie de Tanzanie, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Yougoslavie, Zambie.

Votent contre : Belgique, Canada, France, République fédérale d'Allemagne, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique.

S'abstiennent : Australie, Autriche, Bolivie, Botswana, Chili, Danemark, El Salvador, Finlande, Grèce, Guatemala, Islande, Irlande, Japon, Lesotho, Nouvelle-Zélande, Nicaragua, Norvège, Espagne, Swaziland, Suède.

Par 98 voix contre 10, avec 20 abstentions, le projet de résolution est adopté (résolution 33/183 H)¹⁷.

¹⁶ *Idem.*

¹⁷ La délégation marocaine a fait savoir ultérieurement au Secrétariat qu'elle désirait que son pays figure au nombre de ceux qui ont voté en faveur du projet de résolution.

147. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'espagnol*) : Je mets aux voix maintenant le projet de résolution A/33/L.26 et Add.1, intitulé "Diffusion d'informations sur l'apartheid". Un vote enregistré a été demandé.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour : Afghanistan, Albanie, Algérie, Angola, Argentine, Australie, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Belgique, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brésil, Bulgarie, Birmanie, Burundi, République socialiste soviétique de Biélorussie, Canada, Chili, Chine, Colombie, Costa Rica, Cuba, Chypre, Tchécoslovaquie, Kampuchea démocratique, Yémen démocratique, Danemark, Djibouti, Equateur, Egypte, El Salvador, Guinée équatoriale, Ethiopie, Fidji, Finlande, France, Gabon, République démocratique allemande, République fédérale d'Allemagne, Ghana, Grèce, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guyane, Haïti, Honduras, Hongrie, Islande, Inde, Indonésie, Iran, Iraq, Irlande, Italie, Côte d'Ivoire, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kenya, Koweït, République démocratique populaire lao, Lesotho, Libéria, Jamahiriya arabe libyenne, Luxembourg, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Mexique, Mongolie, Mozambique, Népal, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Oman, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, Roumanie, Rwanda, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Arabie saoudite, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Espagne, Sri Lanka, Suriname, Swaziland, Suède, République arabe syrienne, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Ouganda, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Emirats arabes unis, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, République-Unie du Cameroun, République-Unie de Tanzanie, Etats-Unis d'Amérique, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Yougoslavie, Zaïre, Zambie.

Votent contre : néant.

Par 130 voix contre zéro, le projet de résolution est adopté (résolution 33/183 I)¹⁸.

148. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'espagnol*) : Nous passons maintenant au projet de résolution A/33/L.27 et Add.1, intitulé "Programme de travail du Comité spécial contre l'apartheid". Un vote enregistré a été demandé.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour : Afghanistan, Albanie, Algérie, Angola, Argentine, Australie, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Belgique, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brésil, Bulgarie, Birmanie, Burundi, République socialiste soviétique de Biélorussie, Canada, Chili, Chine, Colombie, Costa Rica, Cuba, Chypre, Tchécoslovaquie, Kampuchea démocratique, Yémen démocratique, Danemark, Djibouti, Equateur, Egypte, Guinée équatoriale, Ethiopie, Fidji, Finlande, Gabon, République démocratique allemande, Ghana, Grèce, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guyane, Haïti, Honduras, Hongrie, Islande, Inde, Indonésie, Iran, Iraq, Irlande, Italie, Côte d'Ivoire, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kenya, Koweït, République démocratique populaire lao, Lesotho, Libéria, Jamahiriya arabe libyenne, Luxembourg, Madagascar, Malaisie, Maldives,

¹⁸ *Idem.*

Mali, Malte, Mexique, Mongolie, Mozambique, Népal, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Oman, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, Roumanie, Rwanda, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Arabie saoudite, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Espagne, Sri Lanka, Suriname, Swaziland, Suède, République arabe syrienne, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Ouganda, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Emirats arabes unis, République-Unie du Cameroun, République-Unie de Tanzanie, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Yougoslavie, Zaïre, Zambie.

Votent contre : néant.

S'abstiennent : France, République fédérale d'Allemagne, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique.

Par 124 voix contre zéro, avec 4 abstentions, le projet de résolution est adopté (résolution 33/183 J)¹⁹.

149. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'espagnol*) : L'Assemblée va prendre une décision sur le projet de résolution A/33/L.28 et Add.1, intitulé "Assistance au peuple opprimé d'Afrique du Sud et à son mouvement de libération nationale". Un vote enregistré a été demandé.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour : Afghanistan, Albanie, Algérie, Angola, Argentine, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brésil, Bulgarie, Birmanie, Burundi, République socialiste soviétique de Biélorussie, Chili, Chine, Colombie, Costa Rica, Cuba, Chypre, Tchécoslovaquie, Kampuchea démocratique, Yémen démocratique, Danemark, Djibouti, Equateur, Egypte, Guinée équatoriale, Ethiopie, Fidji, Finlande, Gabon, République démocratique allemande, Ghana, Grèce, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guyane, Haïti, Hongrie, Islande, Inde, Indonésie, Iran, Iraq, Irlande, Côte d'Ivoire, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kenya, Koweït, République démocratique populaire lao, Lesotho, Libéria, Jamahiriya arabe libyenne, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Mexique, Mongolie, Mozambique, Népal, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Niger, Nigéria, Norvège, Oman, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pérou, Philippines, Pologne, Qatar, Roumanie, Rwanda, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Arabie saoudite, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Espagne, Sri Lanka, Suriname, Swaziland, Suède, République arabe syrienne, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Ouganda, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Emirats arabes unis, République-Unie du Cameroun, République-Unie de Tanzanie, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Yougoslavie, Zaïre, Zambie.

Votent contre : néant.

S'abstiennent : Australie, Autriche, Belgique, Canada, France, République fédérale d'Allemagne, Honduras, Italie, Luxembourg, Portugal, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique.

Par 115 voix contre zéro, avec 12 abstentions, le projet de résolution est adopté (résolution 33/183 K)²⁰.

150. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'espagnol*) : L'Assemblée va prendre une décision sur le projet de résolution A/33/L.29 et Add.1, intitulé "Situation en Afrique du Sud". Un vote enregistré a été demandé.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour : Afghanistan, Albanie, Algérie, Angola, Argentine, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brésil, Bulgarie, Birmanie, Burundi, République socialiste soviétique de Biélorussie, Chili, Chine, Colombie, Costa Rica, Cuba, Chypre, Tchécoslovaquie, Kampuchea démocratique, Yémen démocratique, Djibouti, Equateur, Egypte, Guinée équatoriale, Ethiopie, Fidji, Gabon, République démocratique allemande, Ghana, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guyane, Haïti, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran, Iraq, Côte d'Ivoire, Jamaïque, Jordanie, Kenya, Koweït, République démocratique populaire lao, Lesotho, Libéria, Jamahiriya arabe libyenne, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Mexique, Mongolie, Mozambique, Népal, Niger, Nigéria, Oman, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pérou, Philippines, Pologne, Qatar, Roumanie, Rwanda, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Arabie saoudite, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Sri Lanka, Suriname, République arabe syrienne, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Ouganda, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Emirats arabes unis, République-Unie du Cameroun, République-Unie de Tanzanie, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Yougoslavie, Zaïre, Zambie.

Votent contre : Belgique, Canada, France, République fédérale d'Allemagne, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique.

S'abstiennent : Australie, Autriche, Danemark, El Salvador, Finlande, Grèce, Honduras, Islande, Irlande, Japon, Nouvelle-Zélande, Nicaragua, Norvège, Portugal, Espagne, Swaziland, Suède.

Par 103 voix contre 9, avec 17 abstentions, le projet de résolution est adopté (résolution 33/183 L)²¹.

151. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'espagnol*) : L'Assemblée va prendre une décision sur le projet de résolution A/33/L.30 et Add.1, intitulé "Collaboration militaire avec l'Afrique du Sud". Un vote enregistré a été demandé.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour : Afghanistan, Albanie, Algérie, Angola, Argentine, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brésil, Bulgarie, Birmanie, Burundi, République socialiste soviétique de Biélorussie, Chili, Chine, Colombie, Costa Rica, Cuba, Chypre, Tchécoslovaquie, Kampuchea démocratique, Yémen démocratique, Danemark, Djibouti, Equateur, Egypte, Guinée équatoriale, Ethiopie, Fidji, Finlande, Gabon, République démocratique

²⁰ Idem.

²¹ Idem.

¹⁹ Idem.

allemande, Ghana, Grèce, Guinée, Guinée-Bissau, Guyane, Haïti, Honduras, Hongrie, Islande, Inde, Indonésie, Iran, Iraq, Irlande, Côte d'Ivoire, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kenya, Koweït, République démocratique populaire lao, Lesotho, Libéria, Jamahiriya arabe libyenne, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Mexique, Mongolie, Mozambique, Népal, Pays-Bas, Niger, Nigéria, Norvège, Oman, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pérou, Philippines, Pologne, Qatar, Roumanie, Rwanda, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Arabie saoudite, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Sri Lanka, Suriname, Swaziland, Suède, République arabe syrienne, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Ouganda, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Emirats arabes unis, République-Unie du Cameroun, République-Unie de Tanzanie, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Yougoslavie, Zaïre, Zambie.

Votent contre : France, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique.

S'abstiennent : Australie, Autriche, Belgique, Canada, El Salvador, République fédérale d'Allemagne, Guatemala, Italie, Luxembourg, Nouvelle-Zélande, Nicaragua, Portugal, Espagne.

Par 113 voix contre 3, avec 13 abstentions, le projet de résolution est adopté (résolution 33/183 M)²².

152. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'espagnol*) : Nous allons voter sur le projet de résolution A/33/L.31 et Add.1, intitulé "L'apartheid dans les sports". Un vote enregistré a été demandé.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour : Afghanistan, Albanie, Algérie, Angola, Argentine, Australie, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brésil, Bulgarie, Birmanie, Burundi, République socialiste soviétique de Biélorussie, Canada, Chili, Chine, Colombie, Costa Rica, Cuba, Chypre, Tchécoslovaquie, Kampuchea démocratique, Yémen démocratique, Equateur, Egypte, Guinée équatoriale, Ethiopie, Fidji, Finlande, Gabon, République démocratique allemande, Ghana, Grèce, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guyane, Haïti, Honduras, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran, Iraq, Côte d'Ivoire, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kenya, Koweït, République démocratique populaire lao, Lesotho, Libéria, Jamahiriya arabe libyenne, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Mexique, Mongolie, Mozambique, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Oman, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pérou, Philippines, Pologne, Qatar, Roumanie, Rwanda, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Arabie saoudite, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Espagne, Sri Lanka, Suriname, Swaziland, Suède, République arabe syrienne, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Ouganda, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Emirats arabes unis, République-Unie du Cameroun, République-Unie de Tanzanie, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Yougoslavie, Zaïre, Zambie.

Votent contre : néant.

²² *Idem.*

S'abstiennent : Autriche, Belgique, Danemark, El Salvador, France, République fédérale d'Allemagne, Islande, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Portugal, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique.

Par 112 voix contre zéro, avec 15 abstentions, le projet de résolution est adopté (résolution 33/183 N)²³.

153. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'espagnol*) : Nous allons voter sur le projet de résolution A/33/L.32 et Add.1, intitulé "Investissements en Afrique du Sud". Un vote enregistré a été demandé.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour : Afghanistan, Albanie, Algérie, Angola, Argentine, Australie, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Belgique, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brésil, Bulgarie, Birmanie, Burundi, République socialiste soviétique de Biélorussie, Chili, Chine, Colombie, Costa Rica, Cuba, Chypre, Tchécoslovaquie, Kampuchea démocratique, Yémen démocratique, Danemark, Djibouti, Equateur, Egypte, Guinée équatoriale, Ethiopie, Fidji, Finlande, Gabon, République démocratique allemande, Ghana, Grèce, Guinée, Guinée-Bissau, Guyane, Haïti, Honduras, Hongrie, Islande, Inde, Indonésie, Iran, Iraq, Irlande, Côte d'Ivoire, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kenya, Koweït, République démocratique populaire lao, Libéria, Jamahiriya arabe libyenne, Luxembourg, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Mexique, Mongolie, Mozambique, Népal, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Niger, Nigéria, Norvège, Oman, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, Roumanie, Rwanda, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Arabie saoudite, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Sri Lanka, Suriname, Swaziland, Suède, République arabe syrienne, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Ouganda, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Emirats arabes unis, République-Unie du Cameroun, République-Unie de Tanzanie, Venezuela, Viet Nam, Yougoslavie, Zaïre, Zambie.

Votent contre : néant.

S'abstiennent : Canada, El Salvador, France, République fédérale d'Allemagne, Guatemala, Italie, Lesotho, Espagne, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique.

Par 117 voix contre zéro, avec 10 abstentions, le projet de résolution est adopté (résolution 33/183 O)²⁴.

La séance est levée à 13 h 15.

²³ Les délégations marocaine et turque ont fait savoir ultérieurement au Secrétariat qu'elles désiraient que leur pays figure au nombre de ceux qui ont voté en faveur du projet de résolution.

²⁴ La délégation marocaine a fait savoir ultérieurement au Secrétariat qu'elle désirait que son pays figure au nombre de ceux qui ont voté en faveur du projet de résolution.